



Tracés. Revue de Sciences humaines

24 | 2013 Réalité(s) du possible en sciences humaines et sociales Manifeste

Pour un statactivisme. La quantification comme instrument d'ouverture du possible

Emmanuel Didier et Cyprien Tasset

p. 123-140 https://doi.org/10.4000/traces.5660

Texte intégral

Classiquement, ce sont les probabilités qui font le lien entre les statistiques et le possible (Daston, 1988). Pourtant, en reprenant les propositions de Luc Boltanski dans *De la critique*, on peut distinguer deux façons de les lier. D'un côté, conformément à cette tradition classique, « le risque, en tant qu'il est probabilisable, constitue précisément un des instruments de construction de la réalité inventés au xvue siècle » (Boltanski, 2009, p. 93); il est pensable à partir de formats et d'épreuves relativement stabilisés. D'un autre côté, « tout événement n'est pas maîtrisable dans la logique du risque, en sorte qu'il demeure une part inconnue d'incertitude » (*ibid.*). C'est ainsi que Boltanski introduit la distinction entre, d'une part, « la réalité » qui « tend à se confondre avec ce qui paraît se tenir [...] en quelque sorte par sa seule force, c'est-à-dire avec l'ordre » et, de l'autre, « le monde » comme « tout ce qui arrive », l'ensemble « des événements ou des expériences, dont la possibilité n'avait pas été insérée dans le dessin de la réalité » (*ibid.*). Nous ne nous occuperons pas ici de la maîtrise du risque par les probabilités, mais d'une multitude de pratiques engageant la pensée statistique et qui interviennent au contraire pour remettre en cause la réalité et faire place au monde.

À la suite de Michel Foucault (2004) et de beaucoup d'autres, et malgré les imprécisions que le terme engendre, on peut convenir d'appeler néolibéral l'état actuel de la réalité. Celle-ci est en grande partie conformée et consolidée par les statistiques, ce qui ne doit pas, en soi, nous étonner. En effet, la statistique a eu partie liée depuis son origine avec le pouvoir et en particulier le pouvoir d'État (Bourdieu *et al.*, 2000, p. 7),

comme l'étymologie du mot le rappelle, ou encore avec la gouvernementalité (Foucault, 2004). Mais nous avons pu remarquer que le noyau dur technologique de l'instrumentation concrète du néolibéralisme est singulier, il peut être appelé le benchmarking, une évaluation quantitative et comparative permanente de l'activité des agents qui se transforme en compétition (Bruno et Didier, 2013) et tend à se confondre avec l'action elle-même. Partout, tout le temps, on nous demande de définir nos indicateurs afin de quantification codifiées et routinisées, leurs produits sont réifiés. Ils tendent à devenir "la réalité", par un effet de cliquet irréversible » (2008a, p. 12). Nous sommes alors tenus d'atteindre des objectifs chiffrés, et d'intensifier indéfiniment nos performances dans le domaine défini par l'indicateur. La pratique est rabattue sur une ligne pauvre de reproduction optimale du même, au détriment des variations, expérimentations, accidents et imprévus. L'insertion des acteurs dans des réseaux de quantification de plus en plus serrés apparaît donc comme un des instruments majeurs du rétrécissement des possibilités pratiques qui leur sont offertes.

Il n'est donc pas étonnant que les statistiques soient devenues l'objet de multiples critiques, d'un rejet de principe. Pourtant, si elles sont aujourd'hui suspectées d'avoir partie liée avec le pouvoir et la sanction, l'histoire de leurs liens avec la réforme sociale et l'émancipation est tout aussi longue et riche. Elles ont aussi, par le passé, montré qu'une autre réalité était possible ou ont rendu d'autres possibilités réelles. C'est pourquoi nous ne réagissons pas comme ceux qui les rejettent en bloc et crient : « Non à la quantophrénie ! Non aux chiffres ! Oui aux qualités ! » (voir par exemple Caillé, 2012, p. 84-87), car, ce faisant, ils laissent le monopole de ces instruments aux puissants. Il n'y a pas de raison pour que la quantification se trouve toujours du côté de l'État et du capital.

Le statactivisme, qui est un néologisme de notre invention, doit être compris à la fois comme un slogan et comme un concept descriptif, utilisé pour qualifier les expériences visant à se réapproprier le pouvoir des statistiques. Dans cet esprit, une conférence a été organisée à Paris le 15 mai 2012 qui a permis, d'une part, de cartographier un ensemble de travaux correspondant à cette ambition et, d'autre part, d'expliciter les tensions et les questions dans lesquelles nous plongeait cet usage de la quantification¹. Le présent article puise dans les communications qui y ont été délivrées et présente leurs principaux résultats concernant l'ouverture du possible par les statistiques.

Nous avons tenu à étayer notre proposition par une démarche illustrative et même démonstrative. Cette dernière dimension vise en particulier à réévaluer les obstacles réputés interdire que l'on s'empare de la quantification comme argument. Ainsi, on doute parfois que les statistiques puissent échapper à leur rôle courant d'outils du néolibéralisme; ou bien l'on craint que leur technicité les réserve aux seuls spécialistes. Nous voulons au contraire montrer qu'elles peuvent jouer un rôle émancipateur important dans la main d'un grand nombre d'acteurs, y compris, comme ce fut le cas dès les avalanches de statistiques du milieu du xixe siècle, des gens sans grandes compétences mathématiques (Hacking, 1982). Quantifier, c'est produire du savoir, donc acquérir du pouvoir. C'est donc une arme précieuse dont nous pouvons nous ressaisir.

Les statisticiens professionnels peuvent alors être de précieux alliés. Mais il n'est pas toujours nécessaire de passer par eux. Nous verrons que les compétences requises pour le statactivisme peuvent être largement partagées. Sans recourir ni aux ressources de grosses institutions, et en particulier à l'État, ni à celles d'une science très spécialisée, nous verrons dans quelle mesure le public peut se rendre capable de produire de bonnes statistiques, qui font mouche, qui produisent leur effet dans la société.

6

Du même coup, le statactivisme participe de la lutte contre l'éparpillement des oppositions. En effet, en intervenant le plus souvent sous la forme de « réformes » sectorielles, le benchmarking a favorisé un cloisonnement des critiques au sein de chaque univers professionnel.

Le statactivisme, au contraire, permet de dépasser les frontières instituées. Cela lui est facilité par la tradition française des statistiques où coexistent d'une part des spécialistes de tel ou tel objet (économie de la santé, sociologie de la culture, etc.) et

d'autre part des mathématiciens pointus, dont les méthodologies sont transférables d'un domaine à un autre. Mais surtout, la question qu'il pose a rallié des spécialistes de plusieurs disciplines. Le colloque de mai rassemblait en effet des chercheurs spécialisés dans l'étude des statistiques, des militants habitués à utiliser les chiffres pour faire avancer leurs causes et enfin des artistes plasticiens dont l'inspiration se trouve dans la quantification et les techniques contemporaines du management par les nombres. Nous montrons que critique universitaire, critique sociale et critique artiste convergent.

Si le statactivisme consiste à utiliser les statistiques au service de l'émancipation, on peut en répertorier trois variantes. Après un retour historique qui permet d'interroger le degré de radicalité de la critique statistique, nous nous pencherons sur une première pratique très largement partagée consistant à ruser avec la règle de rendu des comptes. Deuxièmement, certains utilisent les statistiques pour consolider une catégorie collective sur laquelle s'appuyer pour revendiquer des droits et défendre leurs intérêts. Enfin, troisièmement, certains produisent des indicateurs alternatifs qui montrent l'importance sociale d'éléments de réalité pourtant négligés par les institutions dominantes. Chaque discipline – à savoir science, militantisme et art – envisage ces opérations dans les termes de son médium de prédilection : textes, interventions ou images, et avec la liberté de ton, qui peut aller du sérieux à l'humoristique, qui lui convient le mieux. Chacune conserve ainsi la spécificité de son langage pour apporter son éclairage sur une opération commune.

Deux expériences d'activisme statistique réformiste dans les années 1960-1970

10

11

12

13

L'histoire du lien entre statistique et émancipation sociale précède de très loin l'usage actuel des statistiques comme instrument du management incitatif auquel le statactivisme s'oppose. Nous replonger dans le passé permet de mieux comprendre, sur la durée, comment de telles innovations peuvent être acceptées par le public. Les transformations qu'elles appelaient de leurs vœux étaient-elles radicales ou réformistes ? Et qu'en est-il de celles qu'elles ont effectivement engendrées ?

Un exemple intéressant est celui du livre *Les héritiers* (1964) de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. Il montrait statistiquement que l'école ne palliait pas les inégalités culturelles entre les enfants, mais faisait l'inverse en validant le capital culturel de ceux qui le recevaient de leur famille. La démonstration était faite au moyen de variables croisées les unes avec les autres pour montrer que ce sont les enfants dont les parents appartiennent aux catégories sociales ayant déjà un capital culturel important qui parviennent à entrer dans les filières scolaires les plus prestigieuses.

Ce que le livre montrait, tout le monde le savait plus ou moins pour son cas personnel. Mais, en totalisant une série d'expériences individuelles objectivées, il donnait à chacun un appui pour comprendre comment son propre cas était moins le fruit de sa vertu scolaire personnelle que d'un système s'imposant à tous. D'où un effet de déculpabilisation.

On voit l'importance du fait que les nomenclatures utilisées soient officielles : provenant du système lui-même, elles montrent ses contradictions internes. Il prétend pallier les injustices, il fait appel à l'éthique du don des enseignants qui dispensent le savoir pour le bien de tous mais, en fait, il ne fait que réinstituer l'inégalité. Boltanski, qui a présenté cette analyse, en conclut que la critique statistique ne permet pas de capturer ce qu'il appelle des critiques *existentielles*. Ces critiques radicales, qui sont le plus souvent du ressort des artistes, consistent à puiser dans le monde des éléments qui comptent sans pour autant avoir été institutionnalisés. *Les héritiers* n'incitait pas à mettre en cause l'existence même de l'école. Le livre proposait plutôt une critique *réformiste* échafaudée à partir des catégories de la réalité institutionnelle et critiquait

l'institution depuis celle-ci. Pour autant, ce livre a rencontré un grand succès, et aurait même « joué un rôle non négligeable dans le changement d'humeur collective qui a précédé mai 1968 » (Boltanski, 2013).

14

16

La longue controverse sur l'indice des prix en France en est un autre exemple, présenté par Alain Desrosières (2013). Il montre le cheminement des indices des prix alternatifs pendant toute la période qui va de 1972 aux années 1990. Pendant cette période, la Confédération générale du travail (CGT) publiait les résultats d'un indice qu'elle avait construit elle-même, différent de celui de l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE). La CGT arguait du fait que l'indice INSEE reposait sur des hypothèses qui correspondaient trop au mode de consommation des classes moyennes, très différent de celui des classes populaires. Par exemple, le ménage de référence retenu par la CGT était composé de quatre personnes, deux parents et deux enfants, dont le chef est ouvrier qualifié et locataire d'un logement « décent » en région parisienne. Ce ménage n'est pas celui de l'INSEE. De même, les paniers de biens pris en compte ne sont pas les mêmes, celui de l'INSEE comptant 295 produits alors que celui de la CGT en comptait 363. Ces différences de conception aboutissaient à des valeurs finales différentes de plus de 2 points en moyenne entre 1972 et 1982 (Piriou, 1992).

Initialement, l'indice de la CGT a connu un succès important, très souvent utilisé – à côté de celui de l'INSEE – lors des négociations salariales et parfois relayé dans les médias (Piriou, 1992, p. 82). Pourtant, à partir de la fin des années 1980, il est de moins en moins repris jusqu'à ce que la CGT décide d'arrêter complètement son calcul pendant les années 1990. Comment expliquer cette trajectoire ? Desrosières (2013) propose de considérer que les arguments statistiques rencontrent des conditions de réception qui leur sont plus ou moins favorables, et qui peuvent changer avec le temps. Pour lui, ces conditions sont pour une part macrosociologiques et comprennent des façons de penser et d'organiser les rapports sociaux et pour l'autre part microsociologiques, et dépendent des réseaux d'acteurs mobilisés pour faire exister ces statistiques alternatives. Une constante de cette histoire est que les indices, s'ils différaient sur les produits pris en compte dans leur calcul, s'accordaient par ailleurs sur l'appareil méthodologique qui permettait de les calculer et sur leurs usages institutionnels. Avec son indice, la CGT reprenait à son compte l'architecture de concepts économiques qui le rendent pertinent. En ce sens, la critique semble réformiste, et non radicale.

Ces deux expériences très conformes à l'esprit des années 1970 ont des auteurs qui n'étaient pas tous spécialistes de la statistique, mais qui pour autant n'étaient pas démunis face à elles. Bourdieu s'inscrivait dans la longue tradition sociologique d'utilisation des statistiques que l'on peut faire remonter au Suicide de Durkheim ; il était, en outre, personnellement lié à des statisticiens de l'INSEE depuis les années 1950. De son côté, la CGT prolongeait une longue tradition de production de statistiques sociales, qui remonte pour les syndicats à la fin du xixe siècle (Topalov, 1994, p. 280 et suivantes). Les représentants de cette génération de statactivistes utilisèrent donc les riches ressources cognitives et institutionnelles auxquelles ils avaient accès pour produire des statistiques. Dans la mesure où ces dernières prennent appui sur des éléments de la réalité stabilisés et institutionnalisés, elles ne remettent pas radicalement en cause la réalité mais permettent plutôt de l'infléchir, de la réformer. Bourdieu et Passeron n'ont pas remis l'existence de l'école en cause, mais ils en rendaient une réforme possible ; la CGT a construit un outil qui lui a permis de peser davantage, mais dans le cadre institué des négociations salariales. L'accès aux ressources statistiques institutionnelles a pour effets conjoints de rendre une réforme possible et de stabiliser le cadre dans lequel ces réformes ont trouvé leur place. Sautons maintenant par-dessus la quarantaine d'années qui nous séparent de ce temps héroïque et explorons la descendance actuelle de cet usage des statistiques.

Les ruses avec la règle : le cas de la police

Depuis les années 1970, l'objet des luttes engageant des nombres, et donc du statactivisme, s'est déplacé en suivant les grands projets institutionnels de quantification. En effet, ceux-ci s'appliquent désormais moins à de vastes agrégats, comme le système scolaire ou les négociations salariales par branche, qu'à l'activité des personnes individuelles.

De sorte que la pratique statactiviste probablement la plus largement répandue aujourd'hui consiste, pour les acteurs du bas de la hiérarchie, à se donner pour euxmêmes des marges de manœuvre à l'intérieur des cadres de production des comptes rendus statistiques qui leur sont imposés. Cette façon de résister à l'évaluation revient à se comporter comme les dirigeants, c'est-à-dire à ne pas croire à la lettre de la règle, pour l'adapter dans un sens qui convient mieux à celui à qui elle s'applique. Mais la principale différence entre le haut et le bas de la hiérarchie consiste en ce qu'en bas, ces réadaptations sont tenues secrètes, ou plus exactement sont effectuées discrètement, car tenues pour illégitimes, alors qu'en haut elles peuvent être proclamées comme n'étant rien d'autre que des adaptations salutaires, gages de souplesse et de flexibilité (Boltanski, 2009, p. 217 et suivantes). Le statactivisme consiste ici pour les dominés d'une part à prendre des libertés avec la lettre de la règle, et d'autre part à rendre publique et légitime une pratique courante, mais passée sous le boisseau.

Pour illustrer ce point, on peut utiliser le cas de la police, soumise depuis quelques années à ce que ses détracteurs appellent la « politique du chiffre » et ses thuriféraires la « culture du résultat ». On a coutume de localiser la naissance de ce système à New York, pendant le premier mandat du maire républicain Giuliani, entre 1994 et 2001. Son préfet de police, William Bratton, mit alors en place un système de management policier appelé Compstat (qui signifie pour les uns « computer statistics » et pour les autres « comparative statistics ») reposant fondamentalement sur la quantification de l'activité des agents. Les commissaires de precinct (équivalent à peu près à un arrondissement de Paris) avaient pour charge de quantifier leurs activités de façon à rendre des comptes très régulièrement à la plus haute hiérarchie policière, ce qui devait leur permettre de prouver qu'ils avaient pris des initiatives et été particulièrement « proactifs ». Dès que cet instrument fut mis en place, la criminalité enregistrée baissa de façon impressionnante. Certains contestèrent le rapport de cause à effet de l'un à l'autre, affirmant qu'il n'y avait eu que concomitance, mais d'autres - comme Eli Silverman, sociologue de la police respecté qui fit une étude approfondie de Compstat (1999) – parlèrent de « miracle new-yorkais ». De très nombreuses polices imitèrent ce système, aux États-Unis comme dans le monde. Ce fut le cas en particulier de Baltimore, dont le système Citystat apparaît dans la série télévisée Sur écoute (The Wire), ainsi que de la France, où le préfet de police de Paris Jean-Paul Proust importa Compstat en 2001 (Didier, 2011a).

On assiste cependant, depuis quelques années, à un retournement spectaculaire des jugements portés sur Compstat. Même Silverman remet en cause très vigoureusement ses effets récents sur les agents. Le système ne les motiverait plus à mieux lutter contre le crime mais, au contraire, il dévoierait leur motivation et les inciterait à ruser avec leurs propres règles. Par exemple, il montre que les policiers new-yorkais ont, en 2011, réalisé un nombre de contrôles d'identité de jeunes gens noirs supérieur au nombre de jeunes noirs effectivement recensés dans la ville! Autrement dit, les objectifs quantitatifs à atteindre en cette matière auraient incité les agents à préférer contrôler toute personne jeune et noire qu'ils rencontraient, sans exception, alors que la loi stipule de ne contrôler que ceux pour lesquels il existe un doute sérieux et véritable que la personne s'apprête à commettre une infraction. Les policiers auraient donc utilisé les marges de manœuvre dont ils disposent pour satisfaire leur chef direct, réinterprétant par là même les limites de leur discernement qui pourrait leur commander d'agir autrement. Silverman accuse du même coup les évaluations quantitatives d'engendrer indirectement un racisme d'État, parce que le comportement optimal, pour les agents, consiste à ruser avec la loi de façon à maximiser leur activité apparente.

Pour donner à voir la dérive systémique de *Compstat*, Silverman et un ancien agent de police, John Eterno, ont mis en place une enquête statistique (Eterno et Silverman,

20

17

18

19

2012). Le syndicat des policiers retraités leur a donné accès au fichier de ses membres. Ils ont fait passer à ces derniers un questionnaire anonyme qui leur demandait s'ils avaient le sentiment d'avoir transformé les chiffres, ou leur comportement sous l'influence des chiffres, d'une façon « unethical » (non éthique) et s'ils pouvaient attribuer ces comportements à la mise en place de Compstat. Parmi les répondants, plus de la moitié répondirent que depuis Compstat ils avaient effectivement eu des comportements très éloignés de la norme et un quart assez éloignés. En France, l'enquête fut moins systématique, mais Pénombre, une association qui intervient dans le débat public pour lutter contre l'« innumérisme », tourna et diffusa un petit film, pastichant les reportages télévisés, sur un commandant fictif appelé Yvon Dérouillé expliquant avec malice certaines des techniques de triche.

22

23

24

25

Julien Prévieux, artiste plasticien, pousse à son paroxysme la liberté engendrée par l'écart entre la règle et son application en en faisant l'occasion d'une activité proprement artistique – qui n'est d'ailleurs pas sans malice. Ayant été mis en contact avec de jeunes policiers de la BAC du 14e arrondissement par un réseau amical, il leur a proposé de faire un atelier de dessins statistiques à partir des données de la criminalité observée dans leur arrondissement. Les fonctionnaires ont utilisé les plaintes déposées dans leur commissariat pour un certain nombre d'infractions. Prévieux leur expliqua alors comment transformer ces données en diagramme de Voronoï – un outil qu'il a d'ailleurs dû travailler lui-même durement en préparation – qui est une représentation graphique proche des isobares météorologiques, où la densité du crime est représentée par une densité de traits plus importante. Artistes et policiers ensemble, sur leurs heures de loisir (et même peut-être pendant leurs heures de travail, mais nul ne peut l'attester), ont exercé leur sens esthétique en traçant de splendides dessins. Les résultats ont été exposés à de nombreuses reprises dans des centres prestigieux, qui attestent indubitablement le caractère artistique de ces productions. Certains ont été vendus à des collectionneurs ou à des musées publics, les bénéfices étant partagés entre l'artiste certifié et les policiers, lesquels n'étaient donc pas nécessairement plus désintéressés que lorsqu'ils tentent de satisfaire leur hiérarchie. Les marges de manœuvre qui persistent dans l'application de la règle policière prenaient ainsi une valeur artistique.

Ainsi, on assiste ici à un statactivisme à double détente. Au premier niveau, il concerne tous les agents d'une administration et ne requiert que des ressources minimes pour être mis en place, à savoir la maîtrise pratique des règles d'auto-évaluation des agents d'exécution. Il consiste en l'appropriation de ces règles de production des statistiques de façon à, plus ou moins discrètement, plus ou moins ouvertement, les adapter à ses propres intérêts – qui peuvent aller de la pure veulerie et flatterie des attentes du chef à la plus fière indépendance consistant à produire des œuvres d'art. L'activité statistique contraint au codage, sans quoi il n'y aurait pas de données quantifiées, mais le codage, qui est le plus souvent laissé entre les mains des agents les plus dominés de la hiérarchie, laisse nécessairement à ces derniers une marge de manœuvre (Thévenot, 1983). Dans la mesure où, comme aujourd'hui, le codeur est celui-là même qui sera évalué par les données qu'il code, il utilise cette possibilité à son propre profit. Rien de radical ici, au contraire, la portion de réalité qui change est minime : le codage d'un fait et, à plus long terme, la carrière d'un agent.

À un second niveau, le statactivisme consiste à agréger toutes ces pratiques locales et à montrer que, pour silencieuses qu'elles soient, elles n'en sont pas moins prégnantes. Le statactiviste doit alors résoudre le paradoxe d'être à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution : on ne peut recueillir les traces des opérations discrètes des codeurs sans être avec eux dans l'institution, et en même temps, il faut avoir accès à une tribune publique pour rendre compte à un niveau agrégé de ce dont on a été témoin. C'est la raison pour laquelle les statactivistes ont tendance à travailler en couple ou à plusieurs, le cas typique étant un policier associé à un sociologue.

Les moyens de la publicisation peuvent être, entre autres, statistiques, documentaires ou artistiques : Silverman et Eterno ont réalisé une enquête, les policiers français ont publié des témoignages (Pichon, 2007), Prévieux a animé un atelier de dessin. Dans tous les cas, ils ne dépendent pas de l'État ni de ses institutions. En effet, pour rendre

publiquement discutables les effets de ces pratiques atomisées de jeu avec la quantification, il faut capturer des éléments non pris en compte, cachés, par l'institution. Il n'est donc pas possible de se contenter de ses ressources à elle pour les agréger.

26

27

28

29

30

31

Le rapport au possible de ce statactivisme de deuxième niveau est double. D'une part, il cherche à montrer la possibilité d'une autre réalité agrégée que celle qui est instaurée par l'institution. Il clame par exemple : Non, contrairement à ce que l'État affirme, le crime n'est pas en baisse continuelle, car cette baisse s'explique mieux par les manipulations de codage effectuées par les forces de l'ordre. Il désigne alors la possibilité d'une autre réalité que la réalité officielle. Mais ce faisant, il dénonce la capacité de l'institution à contrefaire la réalité. Ici, la formule de la clameur est : L'État a les moyens de nous mentir. Ce n'est pas alors sur la réalité que porte le doute, mais sur l'action de l'État, qui peut prétendre faire une chose (lutter contre le crime) mais en faire une autre (manipuler l'opinion). L'État ne se laisse bien entendu pas faire, et comme on a pu le montrer ailleurs en reprenant la structure des assauts d'escrimeurs, la série des parades ripostes entre l'État et les statactivistes est loin d'être achevée (Didier, 2011b).

Ce statactivisme peut, lui, être plus ou moins radical, d'une façon qu'il ne détermine pas. Il peut remettre radicalement en cause toute l'institution policière, comme le fait par exemple un Mathieu Rigouste (2011) qui infère à partir de ce dévoilement une alliance du pouvoir politique et du pouvoir économique utilisant la peur comme moyen de gouvernement. Il peut aussi être réformiste, comme le sont le brigadier de gendarmerie Jean-Hugues Matelly et le sociologue Christian Mouhanna (Matelly et Mouhanna, 2007) qui militent pour une refonte du système d'évaluation allant vers une réévaluation positive de la police de proximité.

Le statactivisme couvre ainsi une variété de pratiques qui va du niveau le plus farouchement individuel au plus collectif, et il décrit à nouveaux frais les agrégats sur lesquels s'appuient les nouvelles techniques de gouvernement. Mais à ce stade, le collectif qu'il construit n'est pas un sujet politique, doté d'intérêts et de volonté propres. Voyons maintenant, sur un autre exemple, comment cette subjectivation est possible statistiquement.

Se compter pour compter. Artistes et précaires

Parmi les mondes sociaux les plus fortement affectés par le développement d'une gouvernementalité néolibérale se trouve celui des artistes et professions intellectuelles. On en retiendra ici deux séries de conséquences. Tout d'abord, l'envahissement de ces métiers vocationnels par les instruments quantificateurs du pilotage managérial provoque des expériences nouvelles, dont on peut faire ressortir le caractère ambivalent, étrange, grotesque, ou inversement, novateur et excitant.

Dans un second temps, l'invocation d'expériences sociales ne cadrant plus avec les formats disponibles alimente une critique des nomenclatures officielles. Il arrive même que ces expériences soient insérées dans un travail politique et cognitif visant à construire une nouvelle catégorie sociale capable de porter des revendications. Or, comme cela a pu être montré dans le cas des cadres (Boltanski, 1982), pour gagner en reconnaissance, les catégories ont intérêt à s'institutionnaliser statistiquement. Nous voudrions montrer ici que l'invention de nouvelles catégories sociales – et leur critique – est déjà, et devrait être encore davantage, un terrain important de statactivisme.

Si, comme l'artiste Hans Haacke (1975), nous avions fait remplir aux participants à la journée Statactivisme un questionnaire sur leur identité et leur trajectoire, il en serait probablement ressorti que bon nombre d'entre eux s'étaient posé, ou se posaient actuellement, la question du statut sous lequel ils pourraient durablement exercer et

financer une activité artistique ou intellectuelle. Pourtant, seuls les artistes ont trouvé le moyen de mettre en scène les paradoxes dans lesquels cette tension les place. Julien Prévieux présenta ses *Lettres de non-motivation* (2007). En réponse à des offres d'emploi, il avait envoyé des lettres dans lesquels il dénonçait, chaque fois dans une forme spécifiquement adaptée, les raisons pour lesquelles le job lui paraissait inacceptable, et terminait en signifiant son refus du poste. Ces lettres fonctionnaient comme un *breaching* (Garfinkel, 1967), c'est-à-dire comme une expérience sociologique consistant à se comporter comme un « idiot », de façon à forcer les acteurs à réexpliciter les hypothèses implicites de la société. L'effet était immanquablement comique. Ses lettres reçurent parfois une réponse, pour les unes parfaitement standardisée, pour les autres personnalisée, qu'il présentait en regard de la sienne. Toutes répétaient, d'une façon ou d'une autre, que les travailleurs, intellectuels ou non et précaires ou pas, sont censés donner en permanence la preuve de leur motivation en vue de l'emploi. Pour Julien Prévieux, il fallait mettre en évidence, et donc relativiser, le lien existentiel entre la motivation individuelle et les promesses du capitalisme contemporain.

32

À défaut de recourir chacun pour leur compte personnel aux services de l'audit, comme le fit l'artiste Martin Le Chevallier, les intermittents du spectacle ont collectivement fait l'objet au cours des années 2000 d'expertises destinées à préparer et à justifier une réforme de leur régime spécifique d'indemnisation chômage. Lors de la journée de mai 2012, Maurizio Lazzarato nous a présenté une grande enquête, y compris statistique, qui fut menée par les intermittents, au cours de la mobilisation débutée en 2003. Il s'agissait de décrire leurs pratiques professionnelles autrement que dans les termes de la « fraude », et de comparer le prix du nouveau régime dont ils avaient eux-mêmes dessiné l'ébauche à celui du modèle proposé par les pouvoirs publics (Corsani et Lazzarato, 2008). Pour ce faire, près de 1 500 intermittents recrutés par « boule de neige » et interrogés par leurs pairs décrivirent rétrospectivement, sur les cinq années ayant précédé le mouvement, leurs pratiques professionnelles aussi bien que leurs ressources, principalement les indemnités de chômage et les cachets. Cette enquête entre pairs a permis d'assurer une relation de confiance, mais aussi une interrogation compétente sur un sujet où le droit d'entrée est lourd, en termes de compétences juridiques et administratives. Une conclusion de ce travail fut de montrer que les expériences de travail des artistes et techniciens intermittents ne correspondaient guère aux représentations d'abus invoquées pour justifier la « réforme ». Les intermittents en lutte associaient ainsi une contre-enquête statistique participative à des comptes rendus foisonnants de leurs vies professionnelles, avec en point de fuite un large collectif virtuel de travailleurs à emploi discontinu, auxquels ils proposaient d'étendre leur projet de nouveau régime d'indemnisation.

33

Les tentatives pour constituer de nouvelles catégories sociales autour du genre d'expérience des travailleurs artistiques ou intellectuels sont également centrales dans le propos de Cyprien Tasset. Il décrit en effet deux tentatives en ce sens. L'une, opérée pour ainsi dire par le bas, est illustrée par l'ouvrage *Les intellos précaires* (2001) d'Anne et Marine Rambach. Pour les Rambach, les « intellectuels précaires » regroupent un ensemble de gens qui se retrouvent en dehors du salariat protégé, comme les chercheurs non titulaires, les artistes, les journalistes pigistes... Il s'agit souvent de diplômés, pas toujours jeunes, mais qui ne trouvent ou ne veulent pas de situation d'emploi stable. L'argument des Rambach est que cette situation dépasse les compétences et propriétés individuelles, et tient à un fonctionnement social qui dévalorise le travail intellectuel – avec l'arrière-pensée de le rendre docile. Selon elles, ces personnes pourraient s'unir de façon à faire reconnaître ce caractère systématique. Le fait de se compter joue un rôle clé dans cette perspective, et c'est aussi une tâche à laquelle elles s'attellent en listant les résultats statistiques sur lesquels elles ont pu mettre la main au cours de leur enquête.

34

À l'opposé de cette stratégie par le bas, on peut passer « par le haut ». Richard Florida (2002), entre autres, soutient qu'émerge une « classe créative ». Celle-ci, quoique beaucoup plus large, partage néanmoins avec les « intellectuels précaires » un certain nombre de caractéristiques, à ceci près que ce que les Rambach dénonçaient comme aliénant ou au moins ambigu est ici valorisé. Ainsi, les « créatifs » ne sont pas précaires

mais, au contraire, toujours prêts à se mouvoir au gré des opportunités créatrices. Ils ne sont pas suspectés d'être oisifs mais sont au contraire à la source de la richesse de tous dans une économie de la créativité. Pour Florida, ce sont donc les fers de lance du capitalisme cognitif à venir. À ce titre, il conseille aux maires soucieux de développement de leur ville de les attirer, conseils vendus à prix d'or et qui impliquent une expertise sur les villes créatives.

35

36

37

38

39

C'est à double titre que les précaires intellectuels ou créatifs intéressent le statactivisme. Tout d'abord parce que des ressources statistiques sont engagées dans les luttes de classement impliquant cet objet social encore largement indéterminé. Mais, qui plus est, le phénomène pointé par les Rambach touche, entre autres, des précaires hautement qualifiés en sciences sociales. Indéniablement destructrices, ces situations offrent aussi, dans certains cas, une chance d'élaborer des savoirs à distance aussi bien de la tutelle publique que de celle du management privé. On peut espérer, avec Pascal Nicolas-Le Strat, que les professionnels rejetés ainsi en dehors des positions instituées développent des « expérimentations et hybridations » (2005, p. 29), dont certaines pourraient être d'ordre statistique. D'ailleurs, les analyses du conflit des intermittents montrent le rôle, en association avec les chercheurs « CNRS », de militants de la précarité rompus aux sciences sociales, aux côtés de comédiens ayant suivi des formations scientifiques (Sinigaglia, 2012, p. 229).

La catégorie dont il s'agit ici dispose, par définition, d'assez riches ressources cognitives en général, et parfois en particulier de connaissances statistiques. À partir du moment où les acteurs reconnaissent l'avantage qu'il y a à passer par de tels arguments, ils bricolent les ressources dont ils ont besoin (lettres, enquête par boule de neige, recherche documentaire sauvage), ou n'hésitent pas à recourir à des spécialistes qui les leur fournissent (cabinet de conseil, théorie sociologique légitime).

Ici, le possible est donc encore une fois à double fond : il s'agit d'une part de la possibilité d'existence de ce sujet politique collectif, et d'autre part de ses possibilités d'action. Dans le cas de la police, le possible était de l'ordre du dévoilement, puisque le statactivisme dévoilait, sous l'action et sous la réalité institutionnelle, une autre réalité, et une autre action. Ici, le possible est affirmatif, puisqu'en construisant une catégorie à partir de vertus et de maux spécifiques, le statactivisme cherche à la fois à prouver l'existence de ce groupe et à le munir d'arguments. Bien entendu, dévoilement et affirmation ne s'excluent pas mutuellement. Pourtant, ces deux notions permettent de tracer un axe du possible allant, d'un côté, de la négation d'une réalité préexistante à, de l'autre, l'affirmation d'entités qui n'existent pas encore. On projettera sur cet axe le possible lié à la critique réformiste d'un côté et celui qu'exprime la critique existentielle de l'autre.

Mais une fois l'axe tracé, le plus intéressant est de comprendre la complexité des mélanges observés entre les deux extrémités pures. C'est ce que nous pouvons faire en nous concentrant sur le cas d'un dernier outil statistique, après le codage et les catégories, à savoir les indicateurs.

Construction d'indicateurs alternatifs

Le néolibéralisme fait un grand usage d'indicateurs. Un indicateur est une mesure qui donne d'un phénomène complexe une valeur unique et simple, dont une propriété centrale est de varier avec le temps. Pour construire un indicateur, on ne retient du réel que certains aspects jugés pertinents : dans le cas du produit intérieur brut (PIB) – un exemple d'indicateur de la richesse d'un pays – c'est la production des différentes branches mesurées en termes de valeur ajoutée. Mais ce faisant, les institutions incitent à consolider un seul aspect de la réalité et à négliger tous les autres ; de ce fait, les indicateurs orientent les actions politiques qu'ils informent. Par exemple, pour voir augmenter le PIB, il faut augmenter la valeur ajoutée ; on peut donc par exemple développer des engrais de plus en plus puissants, qui assurent des récoltes de plus en plus abondantes, en négligeant leurs effets sur la qualité des nappes phréatiques, qui

n'est pas enregistrée dans le PIB. Pour que la statistique officielle prenne en compte d'autres aspects de la réalité, de nombreux statactivistes proposent des indicateurs alternatifs.

Mais nous allons voir qu'il y a deux façons de contester la réalité institutionnelle. Premièrement, certains mettent en évidence les effets pervers insoupçonnés des actions politiques. L'indicateur est alors un indicateur de méfaits qui dévalorise une politique. Deuxièmement, d'autres indicateurs servent à montrer l'importance, la pertinence d'éléments qui ne sont pas pris en compte par les mesures quantitatives institutionnelles. L'indicateur sert alors à valoriser des faits injustement négligés.

40

41

42

43

44

45

46

47

Pour compter les effets pervers, on peut ou bien mettre en série des faits qui sont évidemment déplaisants, montrant ainsi leur caractère systématique et répété, ou bien passer par le détour de l'argent, et rappeler le prix – bien entendu trop élevé – d'une politique.

Un exemple extrêmement violent, mais de ce fait (malheureusement) extrêmement efficace de mise en série des méfaits d'une politique, fut le décompte des suicidés de France Télécom. Dans le livre *Orange stressé* (2009) Ivan Du Roy montre comment des syndicalistes en sont venus à comprendre toute une série de suicides comme liés par une même plainte adressée au management. Il s'agissait alors simplement de les dénombrer et de montrer le caractère systématique du malaise qui régnait dans l'entreprise. Du Roy montrait que certains agents préfèrent l'*exit* (Hirschman, 2011) radical du suicide plutôt que de s'adapter à ce qu'ils vivent comme inacceptable. L'impératif de codage que nous avons identifié plus haut ne retire pas cette ultime liberté aux agents.

Le groupe d'artistes danois Superflex pousse le mécanisme du décompte financier jusqu'à l'absurde dans un projet d'œuvre qui n'a pas été encore réalisé. Elle consisterait à installer un mécanisme de décompte des visiteurs à l'entrée d'un musée et à accrocher le compteur lui-même, l'écran sur lequel les chiffres sont affichés, à l'extérieur du musée, en évidence, pour que chacun, à tout moment, dans la ville, puisse contrôler cet indice de performance du musée municipal. Il s'agit donc, avec une ironie acerbe, de mettre le mécanisme de gestion néolibéral des musées tellement en évidence qu'il en devient absurde, idiot.

Passons maintenant aux cas d'affirmation de réalités négligées par l'institution. À michemin entre le décompte d'événements et l'estimation d'un prix, on trouve le cas de la mesure des inégalités sociales, et en particulier des inégalités de revenus, et la démonstration de leur accroissement incessant. Parmi les très nombreux travaux qui portent sur ce point, voici deux représentants particulièrement pertinents.

D'abord le BIP 40, un indicateur de mesure des inégalités, lancé par Pierre Concialdi et quelques autres. Ce nom évoque le CAC 40 et le PIB, ainsi que le son d'un signal d'alerte (bip, bip), afin de dévoiler que les bénéfices boursiers engendrent d'importantes inégalités. Pour cela, l'idée a consisté à rassembler des indicateurs déjà distribués dans l'espace public, et à les rapprocher de façon à produire une mesure des inégalités en termes de travail, de salaires, d'éducation, de santé, de logement et de justice, qui, ainsi agrégée, n'était produite par aucune institution. Bernard Sujobert, représentant CGT à l'INSEE, a raconté au public de Statactivisme comment ce BIP 40 ainsi que d'autres mesures de l'inégalité ont fait évoluer les publications de l'institut, en insistant ainsi sur le rôle crucial qu'a joué le CNIS (Conseil national de l'information statistique). Inversement, il est aussi possible de mettre en évidence des réalités précieuses négligées par les institutions.

On peut sous ce rapport présenter les travaux du FAIR – Forum pour d'autres indicateurs de richesse, représenté par Florence Jany-Catrice – qui propose de mesurer la richesse nationale non plus avec le seul PIB mais avec une extension mesurant la valeur du travail domestique, fourni gratuitement, la plupart du temps par des femmes (Gadrey et Jany-Catrice, 2007).

Concernant les ressources implicites du statactivisme orienté vers les indicateurs, les syndicalistes de Sud doivent ici être traités à part. En faisant preuve de qualités humaines d'écoute plus que de compétences statistiques, ils additionnent alors

simplement les cas de personnes ayant exprimé un non radical envers leurs conditions de travail, et laissent entendre que la série pourrait s'allonger.

Pour le reste, la lutte contre les indicateurs institutionnels implique bien entendu qu'on les connaisse assez pour les analyser, les décomposer et les recomposer ou, dans le cas de Superflex, les copier et déplacer leur lieu de publication. Ce statactivisme nettement moins radical nécessite une certaine compétence technique. Son efficace dépend alors largement de la question de savoir pourquoi, pour mener quelle action, les indicateurs institutionnels doivent être remis en cause. L'adaptation des indicateurs d'inégalité a trouvé son usage, qui est une nouvelle réflexion sur la fiscalité, ce qui explique qu'ils aient été repris par l'INSEE. Encore une fois, le possible indiqué par le statactivisme est un arrangement entre l'existence de certaines entités et l'action qu'elles permettraient de mener, une possibilité de faire exister certaines réalités matérielles en les employant à un certain usage qui reste à déterminer.

D'autres nombres pour d'autres possibles

48

49

50

51

52

Le statactivisme permet de rassembler une grande variété de pratiques ayant en commun de mettre les statistiques au service de l'émancipation, c'est-à-dire d'une figure du possible, soit en promouvant de nouveaux objets quantifiés et les actes qu'ils permettent de réaliser, soit en cherchant à défaire ceux déjà existants, par le pastiche et la dérision ou par la critique de leurs conséquences. Ces pratiques traversent les mondes institués, on les trouve à l'université, chez les militants, dans les mondes de l'art. En conclusion de ce texte, nous voyons mieux les raisons qui justifient d'accorder aux statistiques comme argument politique une attention particulière.

Si l'activisme par le nombre est aujourd'hui tellement nécessaire, c'est d'abord en raison du rôle capital joué par les instruments de quantification dans le maintien des fatalités contre lesquelles l'activisme s'élève. En effet, le codage, les catégories, les indicateurs, bref toutes les entités statistiques, apportent une contribution décisive à la construction d'une réalité qui se tienne, aux trois sens distingués par Alain Desrosières : être robustes, pouvoir se combiner entre elles et tenir les acteurs sociaux dans une certaine forme de coordination (Desrosières, 2008a, p. 12), à l'exclusion des autres. À juste titre dénonçable en tant qu'équipement de base de la cage de fer de la raison économique, la quantification ne doit pourtant pas être désinvestie au profit de l'exaltation des qualités, des singularités et de l'incommensurable.

Un tel renoncement serait une erreur, car la stabilité contraignante des entités statistiques n'est pas inébranlable. L'attention portée aux moments d'instauration des mesures et indicateurs révèle au contraire leur caractère créateur, et souvent leur capacité à en éclipser de plus anciennes. Moyen de réduction de l'incertitude ainsi que des possibilités pratiques des exécutants, la statistique est aussi bien un carrefour disciplinaire (mathématiques, sciences sociales, comptabilité, gestion, etc.) où des rencontres inédites peuvent être favorisées. Alors que la science économique est cadenassée par un unique paradigme dominant, elle intervient en aval d'opérations de quantification qui offrent un certain jeu.

Dès lors, « un autre nombre est possible » : ce qu'une logique hégémonique de quantification a instauré, une pratique statactiviste avertie peut chercher à le défaire, ou au moins à le bousculer. Ce détournement du mot d'ordre altermondialiste n'est pas ici l'incantation d'un possible indéterminé, mais un appel à produire des objets quantifiés qui reconfigurent le possible dans un sens voulu et, on le souhaite, favorable au plus grand nombre. Bien sûr, le sort d'un indicateur alternatif, du calcul du coût d'une politique ou du dénombrement d'une nouvelle catégorie sociale est incertain. Ces initiatives peuvent « prendre » dans l'espace public ou passer inaperçues. Il reste que, par rapport à d'autres productions intellectuelles, les débats et contestations portant sur les nombres en société sont susceptibles de prendre une portée pratique remarquable.

Bibliographie

Boltanski Luc, 1982, Les cadres: la formation d'un groupe social, Paris, Les Éditions de Minuit.

- 2009, De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation, Paris, Gallimard.
- 2013 (à paraître), « Quelle statistique pour quelle critique ? », Statactivisme, I. Bruno,
 E. Didier et J. Prévieux éd., Paris, La Découverte.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude, 1964, *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Les Éditions de Minuit.

Bourdieu Pierre, Christin Olivier et Will Pierre-Étienne, 2000, « Sur la science de l'État », Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 133, p. 3-11.

DOI: 10.3406/arss.2000.2673

Bruno Isabelle et Didier Emmanuel, 2013, Benchmarking. Police, hôpital et éducation sous pression statistique, Paris, La Découverte.

Bruno Isabelle, Didier Emmanuel et Prévieux Julien éd., 2013 (à paraître), *Statactivisme*, Paris, La Découverte.

Caillé Alain, 2012, De l'idée même de richesse, Paris, La Découverte.

Corsani Antonella et Lazzarato Maurizio, 2008, Intermittents et précaires, Paris, Amsterdam.

Daston Lorraine, 1988, Classical Probability in the Enlightenment, Princeton, Princeton University Press.

DOI: 10.1515/9781400844227

Desrosières Alain, 2008a, L'argument statistique I. Pour une sociologie historique de la quantification, Paris, Mines ParisTech, les Presses.

- 2008b, L'argument statistique II. Gouverner par les nombres, Paris, Mines ParisTech, les Presses.
- 2013 (à paraître), « Statistique et critique sociale », Statactivisme, I. Bruno, E. Didier et J. Prévieux éd., Paris, La Découverte.

Didier Emmanuel, 2011a, « "Compstat" à Paris : initiative et mise en responsabilité policière » [en ligne], *Champ pénal / Penal Field*, vol. VIII, [URL : http://champpenal.revues.org/7971], consulté le 15 décembre 2012.

— 2011b, « L'État néolibéral ment-il ? "Chanstique" et statistiques de police », *Terrain*, nº 57, p. 66-81.

DOI: 10.4000/champpenal.7971

Eterno John E. et Silverman Eli B., 2012, *The Crime Numbers Game : Management by Manipulation*, Boca Raton, CRC Press.

DOI: 10.1201/b11477

FLORIDA Richard L., 2002, The Rise of the Creative Class. And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life, New York, Basic Books.

Foucault Michel, 2004, Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France (1978-1979), Paris, Gallimard-Seuil.

Gadrey Jean et Jany-Catrice Florence, 2007, Les nouveaux indicateurs de richesse, Paris, La Découverte.

DOI: 10.3917/dec.gadre.2016.01

Garfinkel Harold, 1967, Studies in Ethnomethodology, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.

Haacke Hans, 1975, Framing and being framed: 7 works, 1970-75, Halifax, Press of the Nova Scotia College of Art and Design.

Hacking Ian, 1982, « Biopower and the avalanche of printed numbers », *Humanities in Society*, no 5, p. 279-295.

Hirschman Albert O., 2011 [1970], Exit, voice, loyalty: défection et prise de parole, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

Matelly Jean-Hugues et Mouhanna Christian, 2007, Police : des chiffres et des doutes, Paris, Michalon.

Nicolas-Le Strat Pascal, 2005, *L'expérience de l'intermittence dans les champs de l'art, du social et de la recherche*, Paris, L'Harmattan.

Pichon Philippe, 2007, Journal d'un flic, Paris, Flammarion.

Prévieux Julien, 2007, Lettres de non-motivation, Paris, La Découverte.

Rambach Anne et Marine, 2001, Les intellos précaires, Paris, Fayard.

Du Roy Ivan, 2009, Orange stressé : le management par le stress à France Télécom, Paris, La Découverte.

Silverman Eli B., 1999, NYPD Battles Crime: Innovative Strategies in Policing, Boston, Northeastern University Press.

Piriou Jean-Paul, 1992, L'indice des prix, Paris, La Découverte.

RIGOUSTE Mathieu, 2011, Les marchands de peur, la bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire, Paris, Libertalia.

Sinigaglia Jérémy, 2012, Artistes, intermittents, précaires en lutte : retour sur une mobilisation paradoxale (2003-2006), Nancy, Presses universitaires de Nancy.

Thévenot Laurent, 1983, « L'économie du codage social », Critiques de l'économie politique, nº 23-24, p. 188-222.

Topalov Christian, 1994, Naissance du chômeur: 1880-1910, Paris, Albin Michel.

Notes

1 La réflexion sur le statactivisme a pris corps à l'occasion d'une collaboration entre Isabelle Bruno (CERAPS, Université Lille 2), Julien Prévieux et Emmanuel Didier. Nous nous sommes réunis régulièrement au long de l'année 2011-2012, et nos échanges ont finalement abouti à l'organisation de la journée de rencontre du 15 mai 2012 que nous évoquons ici et dont les actes seront publiés en 2013 (Bruno, Didier et Prévieux, 2013). Cyprien Tasset, qui avait participé à ces journées, a rejoint Emmanuel Didier pour rédiger ce texte.

Pour citer cet article

Référence papier

Emmanuel Didier et Cyprien Tasset, « Pour un statactivisme. La quantification comme instrument d'ouverture du possible », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 24 | 2013, 123-140.

Référence électronique

Emmanuel Didier et Cyprien Tasset, « Pour un statactivisme. La quantification comme instrument d'ouverture du possible », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 10 mai 2023. URL :

http://journals.openedition.org/traces/5660; DOI: https://doi.org/10.4000/traces.5660

Auteurs

Emmanuel Didier Cyprien Tasset

Droits d'auteur



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/